

Points de mire



CEPES
CENTRE D'ÉTUDES DES POLITIQUES
ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ

La FIAS prise entre deux feux : narcotrafic et violences politiques sur le théâtre afghan

Par Nicolas Martin-Lalande
Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Longtemps front oublié de la guerre globale contre le terrorisme, le théâtre d'opérations afghan est à nouveau sous les feux de l'actualité depuis que la situation militaro-sécuritaire s'y détériore. Dans un rapport publié en septembre 2006, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) tirait la sonnette d'alarme sur les conséquences de la hausse incontrôlée de la production d'opium dans ce pays. Si criminalité organisée et violence politique interagissent généralement au cours d'un conflit, leur synergie est particulièrement forte en Afghanistan. L'augmentation du narcotrafic y alimente – en même temps qu'elle en profite – l'intensification des violences politiques. Ce faisant, elle complique la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) qui a pour mission de garantir l'environnement sécuritaire favorable à la reconstruction, au développement économique et à la bonne gouvernance du pays. Les conséquences de cette dégradation de la situation sont nombreuses. Elle risque notamment d'éroder le soutien de la population afghane à l'intervention de la FIAS.

Le narcotrafic finance l'insurrection

La culture illégale du pavot à opium augmente depuis 2001 à l'exception d'une baisse en 2005. Selon l'ONUDC, elle reste dix fois plus lucrative que celle du blé et n'exige pas de système d'irrigation moderne. L'opium présente l'avantage d'être un produit à haute valeur ajoutée, non périssable, stockable, transportable et dont l'écoulement est garanti. C'est pourquoi 12,6% de la population le cultivent dans 28 des 34 provinces afghanes – celles du sud et du nord concentrant 65% de la superficie des terres arables qui y sont consacrées. D'autant que les conditions climatiques ont favorisé une récolte exceptionnelle en 2006. Les principaux indicateurs augmentent: volume de la récolte de résine d'opium (+49%), superficie des terres arables consacrées à la culture du pavot (+59%) et revenus de la narcoéconomie (+11%).

L'augmentation du narcotrafic a vocation à durer car plusieurs évolutions complexifient le processus d'éradication de la culture du pavot. Premièrement, en mobilisant une même main-d'œuvre paysanne, les activités du narcotrafic et de l'insurrection s'interpénètrent. Deuxièmement, pour échapper à la concentration des forces militaires sur le terrain, la

géographie du narcotrafic évolue, les routes de la drogue passant plus souvent par les provinces du sud tandis que les points de sortie se déplacent des frontières avec le Pakistan et les républiques d'Asie centrale vers celle avec l'Iran. Troisièmement, les narcotrafiquants consolident leurs structures, miniaturisent et rendent mobiles les laboratoires de traitement du pavot et migrent vers les périphéries où la souveraineté de l'État afghan est nulle. Quatrièmement, les autorités chargées de l'exécution du programme d'éradication sont corrompues. Cinquièmement, la politique d'éradication échouera tant que la criminalisation de la culture du pavot n'est pas contrebalancée par la mise en place de cultures alternatives au rendement élevé (cumin, safran, vignes) permettant d'instaurer une économie de substitution. Pis, en aliénant une population rurale vulnérable qui la perçoit comme la cause de sa paupérisation, cette politique catalyse le basculement vers l'insurrection. Les groupes insurgés savent exploiter la situation puisqu'ils indemnisent les fermiers dont la culture a été éradiquée en contrepartie d'un soutien.

Le narcotrafic de l'opium et de ses dérivés (morphine, héroïne) finance largement, et de plus en plus, les activités des groupes insurgés et terroristes. Ces derniers protègent la culture, la modification et le transport du pavot en contrepartie d'un financement. La criminalisation des activités de ces groupes complique leur réduction. Non seulement elle renforce leur capacité de nuisance en leur offrant la possibilité de sophistication leur équipement, de rémunérer les recrues (un insurgé taliban reçoit une solde deux à quatre fois plus élevée qu'un soldat ou un policier) et d'indemniser les soutiens passifs. Mais encore, elle diminue pour eux l'attractivité d'une solution politique négociée. Le narcotrafic prolonge effectivement l'insurrection dès lors qu'il lui fait remplir une fonction économique et qu'il altère la motivation politique originelle des insurgés. L'argent devient alors moins le moyen d'une fin qu'une fin en soi: après s'être investis dans la narcoéconomie pour s'autofinancer, certains insurgés sont tentés de placer leur motivation politique au service d'une fin criminelle, voire de la renier. Ce faisant, ils pérennisent la narcoéconomie. Si le narcotrafic est l'un des carburants de l'insurrection, celle-ci enraye donc en retour l'éradication de celui-là.

Les violences politiques s'intensifient

La violence politique afghane exclut la violence criminelle des cultivateurs de pavot, des fabricants d'opium et des narcotrafiquants. Elle déborde en revanche la violence insurgée stricto sensu des Taliban et des membres d'al-Qaïda pour englober celle des tribus locales rivales aux alliances



Unité du CEIM

UQÀM
Université du Québec à Montréal

mouvantes et des seigneurs de guerre opportunément alliés aux Taliban. 850 groupes armés illégaux comptent au total 65 000 miliciens et tentent de promouvoir leur agenda à la faveur du vacuum politico-administratif et sécuritaire. La violence insurgée lato sensu prospère donc à l'intersection des intérêts de différents acteurs armés infra-étatiques: Taliban modérés et radicaux, djihadistes salafistes étrangers, groupes islamistes et seigneurs de guerre locaux. Ces acteurs ont en commun le radicalisme islamiste, la résistance à l'occupation et la subversion du gouvernement afghan. Ils forment un mouvement plus ou moins coordonné au sein duquel chacun combat la présence étrangère selon son avantage comparatif.

L'insurrection monte en puissance dans la ceinture tribale pachtoune qui couvre la plupart des provinces australes. La résurrection des Taliban est psychologique et militaire. En premier lieu, les provinces du sud connaissent une "retalibanisation". Les Taliban fournissent à nouveau des prestations socioéconomiques tandis qu'une propagande efficace leur permet de remporter provisoirement la guerre psychologique en ancrant la perception d'un mouvement de libération islamo-nationaliste. L'application de la charia supplante celle des codes tribaux. Les Taliban mènent également des opérations d'intimidation contre la collaboration. Les attaques se multiplient contre les chefs de tribus pro-gouvernementaux, les écoles pour filles et les barbiers. En second lieu, les troupes combattantes talibanes poursuivent leur processus de conventionnalisation qui préfigure l'établissement à terme d'une armée ayant vocation à être une force de manœuvre. L'insurrection est dorénavant déterminée à engager directement les forces de sécurité afghanes et les troupes du Commandement des forces conjointes en Afghanistan (CFC-A) ou de la FIAS, tout en maintenant des modes opératoires du faible au fort – guérilla ou terrorisme selon les besoins.

En outre, les groupes djihadistes salafistes en général, al-Qaïda en particulier, réinvestissent un théâtre qui devient l'aimant du djihadisme global après en avoir été le sanctuaire. Ils sont les vecteurs du transfert d'expériences opéré entre les théâtres irakien et afghan. Aux tactiques classiques de guérilla s'ajoutent désormais celles du terrorisme auquel recourt le mouvement insurgé irakien: engins explosifs artisanaux, terrorisme urbain suicidaire, enlèvements et décapitations. Cette irakisation des tactiques afghanes s'accélère. Le recours aux engins explosifs artisanaux ainsi qu'au terrorisme urbain suicidaire croît depuis septembre 2005 et la létalité des attaques augmente. Sur le modèle insurgé irakien, l'insurrection afghane s'urbanise. Coexistent désormais une guérilla rurale et une insurrection urbaine.

La FIAS rencontre des difficultés tandis que le soutien de la population afghane s'érode

La FIAS assume la responsabilité des opérations de stabilisation et de reconstruction dans les provinces

instables du sud et de l'est (respectivement depuis le 31 juillet et le 5 octobre), relayant ainsi les missions de contre-terrorisme menées par le CFC-A dans le cadre de l'Opération Liberté Immuable. La mission incombe essentiellement aux troupes britanniques, canadiennes et néerlandaises.

Le transfert de responsabilité intervient alors que la dégradation de l'environnement sécuritaire révèle et nourrit plusieurs difficultés pour la FIAS. Sa mission glisse perceptiblement de la stabilisation à la contre-insurrection. Elle demeure assimilée aux troupes du CFC-A perçues comme des forces d'occupation. Son mandat limite d'emblée ses moyens de lutte contre-narcotique en lui interdisant les activités d'éradication. Ses règles d'engagement du feu sont déphasées avec la situation concrète du terrain, excluant par exemple la poursuite d'insurgés parce qu'il s'agit d'une activité de contre-terrorisme. La standardisation puis coordination de ses opérations sont entravées par des styles de gestion et des compétences variables selon les contingents nationaux. Son déficit de personnels et d'équipements hypothèque le soutien aérien et l'appui aérien rapproché. Ses équipes de reconstruction provinciales ne peuvent mener leur mission sans une protection renforcée les obligeant à sur-militariser leurs activités. L'intensification des violences l'incite enfin à réduire les interactions avec son environnement (patrouilles, opérations conjointes) alors que le contact avec la population est une condition sine qua non pour regagner les cœurs et les esprits et maximiser les chances de succès de la contre-insurrection.

L'enjeu se situe effectivement au niveau des perceptions de la population afghane. Imputable au vide politique post-Taliban, le déficit de sécurité (physique, économique et politique) mine la transition depuis 2001. Il risque de refermer une fenêtre d'opportunité car les Afghans prêteront allégeance à l'acteur qu'ils perçoivent comme le moins mauvais prestataire de sécurité, gouvernement ou mouvement insurgé. Alors que le succès de la contre-insurrection naît d'une campagne pour gagner les cœurs et les esprits (mobiliser le soutien de la population locale afin d'isoler et asphyxier l'insurrection), la désillusion de la population afghane est d'autant plus profonde que les attentes post-conflit étaient élevées après 23 ans d'hostilités armées. Afin que le gouvernement légal puisse relégitimer son image avant que la population ne soit irréversiblement aliénée par ce qu'elle perçoit comme un bégaiement de l'histoire, il doit rapidement rétablir le fonctionnement régulier des services publics et résorber la pauvreté. Pour cela, le rapport de forces militaire doit rebasculer en faveur des forces de sécurité afghanes et internationales tandis que la communauté internationale doit accroître son aide.

Pour aller plus loin :

Senlis Afghanistan, Afghanistan Five Years Later: The Return of the Taliban, Kaboul: 2006, 218 p.



Unité du CEIM